

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

### Section Thématique 7 La pacification politique: questionnements historiques et analyses symboliques.

Louis Nouaille-Degorce, Sciences Po – [louis.nouailedegorce@sciences-po.org](mailto:louis.nouailedegorce@sciences-po.org)

#### La paix sans réconciliation – la difficile diffusion d'une « culture de paix » en Irlande du Nord

*« Il y a deux traditions en Irlande du Nord. Il y a deux grandes confessions. Mais il n'y a qu'une seule confession morale, et elle veut la paix »<sup>1</sup>*

L'apparente résolution du conflit Nord-Irlandais après la signature des accord du Vendredi Saint<sup>2</sup>, le 10 avril 1998, a ravivé auprès de nombreux commentateurs l'attention qui a toujours entouré la province. De conflit archaïque, passéiste (d'aucuns présentaient d'ailleurs le référendum suivant l'accord comme une occasion de « vivre dans le futur »<sup>3</sup>), les « troubles », comme choisissaient pudiquement de l'appeler les britanniques, devenaient désormais un modèle dont la résolution devait pouvoir être exportée à d'autres conflits en apparence insolubles<sup>4</sup>. Au-delà de l'abandon effectif (quoique progressif) de la violence par les différents groupes militaires, à commencer par l'IRA provisoire (PIRA), qui avait abandonné la violence « dès » 1994 mais aussi les principaux groupes loyalistes (UDA, UVF, puis LVF), c'est le ralliement idéologique des principales élites politiques au processus de paix qui attire l'attention sur les changements en cours. Du point de vue des pertes humaines, il semble en effet que le conflit soit bel et bien résolu : alors que le conflit, laissant 3 600 morts et près de 40 000 blessés derrière lui (pour une population de seulement 1.6 million d'habitants), a durablement marqué les familles nord-irlandaises, le processus de paix est accompagné d'une réduction drastique des incidents fatals. Les statistiques du CAIN, qui font autorité en la matière, répertorient un peu plus d'une centaine de morts depuis janvier 1999, contre plus de cent par an auparavant<sup>5</sup>. La violence n'apparaît plus aujourd'hui comme un mode acceptable de résolution du politique, en particulier parce qu'elle s'est transformée à travers la réforme institutionnelle de la province (approfondie lors des accords de Saint-Andrews en 2006).

1 David Trimble, discours d'acceptation du prix Nobel, 10 décembre 1998 (accédé en ligne le 27 juin 2010 sur <http://www.davidtrimble.org>)

2 Comme souvent dans le conflit nord-irlandais, des significations symboliques sont attachées aux noms ; ainsi, les unionistes/protestants préféreront généralement la qualification « d'accords de Belfast » quand les nationalistes/catholiques se rattacheront plutôt à celle d'« accord du Vendredi Saint » (Good Friday Agreement). Nous utiliserons donc ici indifféremment l'une ou l'autre ; de même, nous ne trancherons pas entre Londonderry (privilegiée par les protestants) et Derry (appellation « catholique », qui pourrait devenir dans les années à venir le nom officiel de la ville). Dans le même registre, un partisan républicain pourrait parler des « six comtés » alors qu'un loyaliste préférera utiliser le terme « Ulster » pour désigner la province.

3 Ainsi de David Trimble : « *Durant les quelques semaines à suivre, le peuple d'Irlande du Nord et celui de la République d'Irlande peuvent choisir de vivre dans le futur – un futur qui ne soit pas hanté par le passé* », cité page 164 par Cillian McGrattan, *Northern Ireland 1968-2008, The politics of entrenchement*, Palgrave Macmillan, 2010, 248 pages.

4 Par exemple, Kristen P. Williams, Neal G. Jesse, « Resolving Nationalist Conflicts: Promoting Overlapping Identities and Pooling Sovereignty – The 1998 Northern Irish Peace Agreement », *Political Psychology*, Vol. 22 n°3 (2001), pp. 571-598

5 Cain, Sutton Index of Deaths, 2011 (accédé pour la dernière fois le 27 juin) ; pour les années les plus récentes, les statistiques ne sont pas encore « arrêtées » devant la difficulté de déterminer le lien entre certaines morts et le conflit. Nous répertorions 106 morts depuis 1999 (55 en 1998). Notons cependant que la tendance avait déjà été amorcée à partir des premiers cessez-le-feu de 1994.

Cependant, le maintien de formes virulentes de violence sur l'île (en particulier aux interfaces, mais à l'intérieur des communautés, où les anciens paramilitaires conservent un rôle social et policier importantes, en particulier vis-à-vis des petits délinquants<sup>6</sup>), et parfois même en-dehors, témoigne de caractère encore *processuel* de la paix. De plus, les principaux acteurs du conflit n'ont pas renié leur engagement, ni formulé, à l'exception du gouvernement britannique, de regrets clairs concernant leur conduite<sup>7</sup>. Par ailleurs, le conflit demeure extrêmement visible dans le domaine politique, où le débat reste largement superficiel, de peur de raviver les susceptibilités communautaires. Les décisions politiques sont en fait largement tributaires des clivages « ethno-culturels » de la province, et le jeu politique est considéré comme à somme nulle, les avancées politiques – y compris le processus de paix même – étant souvent considérées comme des victoires remportées sur l'autre camp. L'absence d'un réel espace public invite donc à la prudence quant à l'avancement du processus de paix. Enfin, les identités nord-irlandaises sont encore largement ethnicisées, et, loin comme l'espèrent certains, de se fondre dans une identité post-moderne, s'affirment à travers la survivance de solidarités qui vont probablement au-delà de l'expression d'une diversité culturelle. Cette dynamique est particulièrement visible à travers la ségrégation qui continue de caractériser les comportements, en particulier dans les plus grandes villes – Belfast et Londonderry. C'est pourquoi nous ne parlerons pas de *résolution*, mais de *transformation* du conflit nord-irlandais.

Au moment de s'interroger sur la « transition » nord-irlandaise, il convient donc de prêter attention aux différents symptômes d'instabilité identitaire qui menacent peut-être le processus de paix, ainsi que sur les forces mises en mouvement pour réussir cette transition. Quels ont été les facteurs conduisant à l'abandon de la force armée, au moins comme ressource politique légitime ? Comment le dialogue politique favorise-t-il une transformation identitaire, au moins au niveau des élites politiques ? Les facteurs de la résolution du conflit sont-ils avant tout endogènes, ou doivent-ils aussi au contexte international ? Cependant, pour analyser « l'institutionnalisation » de la paix, il nous faudra aussi explorer les formes alternatives d'expression du conflit. Le conflit nord-irlandais présente en effet de multiples facettes, à la fois physiques – en particulier à travers une lutte acharnée pour le territoire – mais aussi identitaires et symboliques. Le fatalisme des thèses « ethnicistes », qui interprètent le conflit nord-irlandais comme celui de deux communautés « homogènes » (alternativement, protestants/catholiques, britanniques/irlandais ou loyalistes/nationalistes) semble en effet ici inapproprié. Nous considérons que l'ethnicité est elle-même une notion construite, en particulier à travers les discours qui en sont formulés par les acteurs du conflit<sup>8</sup>. Il importe par conséquent de s'interroger sur les transformations de ces récits dans le processus de paix. Les identités qui sont construites depuis les accords de Belfast sont-elles vraiment propices à la paix, ou restent-elles attachées à un dualisme d'apparence archaïque (et si oui, pourquoi) ? Le processus de paix promeut-il un dialogue culturel, ou plutôt une coexistence pacifique à travers le consociationalisme et la « parité d'estime » dégagée lors des négociations ? Comment s'articule la nouvelle culture politique nord-irlandaise ?

Plus que jamais, il importe d'adopter une perspective large pour étudier le conflit. Ainsi, si le processus de paix semble avoir amorcé une réelle transformation dans la gestion du conflit au niveau des élites politiques, à la fois dans les modalités de partage et d'exercice (à travers la dévolution) en y

---

6 Darby, « Chapter 14: A truce rather than a treaty? The effect of violence on the Irish peace process », pp. 212-225 in Michael Cox, Adrian Guelke, Fiona Stephen (éditeurs), Northern Ireland: a farewell to arms? Beyond the Good Friday Agreement. Manchester University Press, 2006, 624 pages

7 McGrattan (voir supra)

8 Vamik D. Volkan, « Ethnicity and Nationalism: A Psychoanalytic Perspective », *Applied Psychology*, Vol. 47 n°1 (1998), pp. 45-57

ré-intégrant avec un relatif succès les anciens chefs militaires, les cultures de conflit n'ont pas vraiment été pacifiées. Si le conflit est intrinsèquement fondamental à l'exercice de la politique, il prend encore des formes qui rendent la paix nord-irlandaise fragile. Les cultures de combat n'ont pas encore pleinement laissé place à des « cultures de la coexistence »<sup>9</sup>. Si la coexistence des communautés est désormais largement pacifique, elle n'est donc pas synonyme de réconciliation. Dans ce contexte, les enjeux symboliques et de reconnaissance, qui ont déjà joué un rôle vital dans le conflit, prennent une importance cruciale, en particulier du côté des loyalistes, qui semblent souffrir d'une véritable crise identitaire.

### **Expliquer l'abandon de la violence politique : un conflit transformé ?**

Il paraît important d'approfondir les facteurs ayant conduit à un consensus, à travers le sceptre politique nord-irlandais, quant à la nécessité d'abandonner la violence armée. Il est incarné dans le ralliement des partis principaux – à l'exception notable, jusqu'à une période récente, du parti unioniste « dur » DUP<sup>10</sup> - aux accords de Belfast et aux six « principes Mitchell », énoncés en 1996 et qui engagent les protagonistes à n'utiliser que des moyens pacifiques pour résoudre leurs différends<sup>11</sup>. Le processus de paix a ouvert un « espace de tiraillement entre les intérêts et les identités » qui offre à ses acteurs la possibilité d'embrasser des attitudes nouvelles (Féron)<sup>12</sup>. Ainsi, la plupart des groupes paramilitaires ont désormais désarmé, non sans controverse, et le plus notable d'entre eux, l'IRA, est désormais au cœur de la vie politique de la province en se reposant uniquement sur des moyens pacifiques. Comment expliquer cette transformation ?

#### *Vers des modes politiques d'expression du conflit*

La plupart des antagonismes aujourd'hui visibles en Irlande étaient déjà présents lors de la partition de l'Irlande, en 1921. Cependant (en partie du fait de la guerre civile qui faisait alors rage au sud de l'île), ils n'avaient jamais, malgré plusieurs épisodes violents, atteint l'intensité d'expression qu'ils allaient connaître à partir de 1969. Au-delà du clivage communautaire, il semble en effet que le régime de Stormont, gouverné par des unionistes proches du parti conservateur de 1921 à l'éclatement des troubles (malgré un virage réformiste sous le gouvernement O'Neill) ait largement contribué à l'aliénation durable de la communauté catholique/nationaliste. L'absence de représentation politique de celle-ci explique en large partie cette dynamique. Le mode d'élection (suffrage majoritaire depuis la fin des années 1920<sup>13</sup>) aux diverses assemblées provinciales et nationales, mais aussi la politique de la chaise vide menée par la plupart des nationalistes manifestant ainsi leur déni de la partition ont amené de facto à un régime de parti unique peu sensible aux doléances de la minorité catholique, victime de discriminations patentes et remarquées. Ainsi, rejetés en-dehors du champ politiques, les républicains et nationalistes insatisfaits ont commencé à développer des réseaux parallèle de solidarité, mais aussi d'expression politique dissidents. Cet héritage continue aujourd'hui encore à structurer la vie communautaire pour nombre de catholiques. En outre, cette exclusion explique aussi la formation de groupements paramilitaires pour gagner une expression politique en l'absence d'intégration réelle. Pour nombre de catholiques, au début des troubles, si la violence était en soi condamnable, elle était pour

---

9 John Darby, *Scorpions in a bottle : conflicting cultures in Northern Ireland*, Minority Rights Group, 1997, 242 pages

10 Brian Barton, Patrick J. Roche (éditeurs), *The Northern Ireland question : the peace process and the Belfast Agreement*, Palgrave Macmillan, 2009, 288 pages

11 Colin McInnes, « Chapter 10: A farewell to arms? Decommissioning and the peace process », pp. 154-169 in Cox et al.

12 Elise Féron, *Abandonner la violence ? Comment l'Irlande du Nord sort du conflit*, Payot, 2011, 224 pages, page 41

13 Thomas Hennessey, *A history of Northern Ireland, 1920-1996*, Palgrave Macmillan, 1997, 347 pages. Il semblerait que la volonté d'éliminer les petits partis unionistes ait plus pesé dans la décision de Craigavon que le désir d'exclure les catholiques

eux le seul moyen d'expression légitime en l'absence de canaux institutionnels, une dynamique qu'allait accentuer la décision du SDLP, en 1971, de se retirer du gouvernement de la province, entamant son processus de « verdissement »<sup>14</sup>.

En outre, cette relation conflictuelle avec l'État nord-irlandais allait entretenir chez les deux communautés une relation ambiguë à l'égard le pouvoir politique au fur et à mesure que celui-ci répondait progressivement positivement à la campagne des droits civiques irlandaise<sup>15</sup>. Pour les loyalistes, élevés dans une « mentalité de siège » depuis la partition de la province et inquiets de chaque concession britannique, la violence politique devenait une ressource nécessaire pour protéger leur communauté, « leur » province et leur statut, menacés par les « traîtres » à la tête du gouvernement ; les groupes paramilitaires loyalistes se sont développés largement dans une logique de « protection » de leur communauté devant l'incapacité du gouvernement à l'assurer. Pour les républicains, au contraire, il était impossible de faire confiance à l'État britannique et a fortiori (jusqu'à la reprise du gouvernement direct en 1972) au régime de Stormont. La police (Royal Ulster Constabulary), alors composée à 95% de protestants et portant les emblèmes royaux que refusaient de reconnaître les républicains, et plus encore l'armée britannique, présente dans le province depuis 1969, n'incarnaient donc pas pour eux des médiateurs impartiaux, mais au contraire des émanations du camp ennemi qu'il fallait combattre par leurs propres moyens. Il est désormais évident que la reprise des armes par les républicains de la PIRA, qui semblaient avoir délaissé devant l'échec de leur campagne des années 1950 leur objectif de réunification de l'Irlande, visait au départ plus à protéger les minorités catholiques en danger qu'à promouvoir un programme politique qu'ils avaient presque abandonné<sup>16</sup>.

C'est cette dynamique que se sont attachés à briser les acteurs du processus de paix en instaurant des mécanismes de coopération institutionnelle entre les deux camps. L'approche britannique de la résolution du conflit a en effet largement été orientée vers la réforme institutionnelle, et des accords de partage de pouvoir de type « consociationnel » tel que celui qui allait triompher avec les accords du Vendredi Saint<sup>17</sup>. Le consociationalisme, tel qu'articulé par Lijphart, réside dans l'idée que dans un pays où les divisions communautaires constituent une *summa divisio* transpirant dans tous les débats politiques tel que l'Irlande du Nord, reconnaître ces différences et leur octroyer un statut politique à part entière constitue le moyen le plus sûr de garantir leur existence pacifique. La « parité d'estime » reconnue par les accords, et qui revêt une importance symbolique considérable pour les deux communautés, légitime donc l'institutionnalisation de leur différence sur le plan politique. Il s'agit là de la « première couche » des accords de Belfast (les deux autres consistant dans l'institutionnalisation des relations est-ouest à travers le *British-Irish Council* et l'approfondissement de la coopération Nord-Sud dans plusieurs domaines, y compris politiques), probablement la plus étudiée<sup>18</sup>. Ainsi, le premier ministre (unioniste) nomme désormais un vice-premier ministre nationaliste (ainsi des couples Trimble/Mallon ou Paisley/Adams) à la suite d'élections désormais proportionnelles à l'assemblée provinciale. Une majorité dans chacune des deux communautés est requise pour l'adoption des lois à l'assemblée. Cependant, si cette réforme est importante, au niveau psychologique, à la sécurisation des différents partis, assurés de pouvoir exprimer leur voix au niveau politique, elle présente aussi des inconvénients évidents, soulignés par plusieurs commentateurs<sup>19</sup>. Le plus gênant est probablement le sceau apposé à une certaine forme de schizophrénie institutionnelle. Chaque enjeu est en effet ramené

---

14 McGrattan

15 Henri Tajfel, John Turner, "Chapter 3: An Integrative Theory of Inter-group Conflict" in Differentiation between social groups: Studies in the social psychology of intergroup relations, 474p., 1978

16 Darby (supra)

17 John Crowley, "La pacification politique en Irlande du Nord", *Critique Internationale*, n°1, Automne 1998, pp. 35-42

18

19 En particulier, Dennis Kennedy, « 13: The case against the Belfast Agreement », in Barton & Roche

au niveau communautaire, et les dynamiques politiques s'inscrivent largement en termes de rapport gains/pertes. Pour un leader politique, la question de l'intérêt de sa communauté semble en effet dominer celle de l'opportunité globale des décisions qu'il prend, en partie car il ne pourra pas compter sur les voix de l'autre communauté aux prochaines élections, les votes trans-communautaires restant extrêmement marginaux<sup>20</sup>. La dualité institutionnelle du processus de paix implique donc pour un dirigeant politique de s'identifier clairement en tant que représentant d'une communauté, et non du peuple nord-irlandais. Cela n'est d'ailleurs pas allé sans absurdités ; ainsi, pour soutenir David Trimble, mis en difficulté au sein du camp unioniste, un membre du petit parti a-communautaire APNI a été obligé de s'enregistrer comme unioniste pour voter son maintien au pouvoir (cet acte étant contrebalancé par l'enregistrement d'un autre parlementaire centriste comme « nationaliste »)<sup>21</sup>.

Enfin, il n'est pas évident que le nouveau partage du pouvoir ait vraiment contribué à la stabilisation de la province devant les vacillements du régime depuis l'élection de la première assemblée post-accords en 1998. En effet, la forte poussée des « extrêmes » des deux camps (le DUP côté unioniste et le Sinn Féin chez les nationalistes) a transformé les rapports de force au sein des deux communautés, et provoqué plusieurs crises politiques jusqu'à la rupture du régime en 2003. La victoire des irrédentistes en 2003 a obligé le DUP et le Sinn Féin, aux univers politiques pourtant radicalement opposés, à former un gouvernement de coalition, entreprise à laquelle ils ne sont finalement parvenus qu'en 2007. Entre-temps, une période de flottement où l'assemblée provinciale était suspendue a fortement fragilisé le processus de paix et renforcé le cynisme des habitants de la province à son égard. Sur un autre plan, on peut légitimement s'interroger sur les causes de la montée des extrêmes. Il paraît évident que la nécessité de « compromettre » a provoqué chez les deux communautés un sentiment de trahison, et que ce sont ceux qui, libérés de l'obligation de parvenir à des accords constructifs, incarnaient une loyauté infailible à leur communauté, qui en ont profité. Cependant, le maintien de cette dynamique est inquiétant, quand bien même on considérerait la « domestication » relative du DUP (qui s'est finalement rallié sans enthousiasme aux accords du Vendredi Saint), mais surtout du Sinn Féin, depuis leur accession au pouvoir, comme des signaux positifs.

#### *De l'Armalite au bulletin de vote – la constitutionnalisation du mouvement républicain*

La stratégie de « l'Armalite et de l'urne électorale » était au cœur du programme de la PIRA quand elle commença, au début des années 1980, à s'engager dans le jeu politique nord-Irlandais en parallèle du grand mouvement des grèves de la faim dans les prisons. L'abandon progressif de la première au bénéfice de la seconde a été remarquée et constitue sans aucun doute un facteur essentiel sans lequel un tel processus de paix n'aurait jamais pu être envisagé, alors même que c'est sur la question de la reconnaissance du parlement de Belfast (ainsi que de celui de Dublin) que s'était articulée la scission du Sinn Féin en 1970 (par opposition au Sinn Féin « officiel »)<sup>22</sup>. Une simple analyse comparative permet en effet de s'en convaincre. En 1973-1974, une courte expérience de partage du pouvoir, régie par les accords de Sunningdale et incluant déjà la plupart des éléments au cœur du cadre commun qui allait mener aux accords du Vendredi Saint (y compris un exécutif partagé et une participation de la République Irlandaise à travers un « Concile de l'Irlande »), s'était effondrée après cinq mois de fonctionnement. Il est évident que les grandes grèves unionistes du Ulster Worker Council ont joué un rôle dans la chute du gouvernement Faulkner/Fitt, mais l'accord semblait néanmoins souffrir, dès sa naissance, d'un déficit de crédibilité. En effet, contrairement à la dynamique observée suite à la signature des accords de Belfast, la période de Sunningdale ne s'accompagne pas

20 Jon Tonge, "Protestant Zealotry or Unionist Apathy? The impact of election turnout upon the peace and political process in Northern Ireland", American Political Science Association, 2009

21

22 Voir en particulier le chapitre 7 de *Identity in Northern Ireland* : « Dialogue with Sinn Féin », pp. 123-137

d'une diminution des attentats mortels<sup>23</sup>. Au-delà des aspects institutionnels, qui ne diffèrent pas significativement (John Hume, le dirigeant du parti nationaliste modéré SDLP, qualifia notamment l'accord du Vendredi Saint de « *Sunningdale pour élèves lents* »<sup>24</sup>), ce contraste s'explique donc de toute évidence par une attitude différente des paramilitaires (en particulier nationalistes) à l'égard du pouvoir politique. L'inclusion, quoique controversée, d'une PIRA désireuse de transformer sa dynamique en capital politique en 1998 contraste donc avec sa marginalisation (assumée) en 1973. A cet égard, les liens entretenus par le mouvement républicain avec la résistance palestinienne, mais surtout l'ANC sud-africaine (Nelson Mandela a rendu hommage au combat républicain lors de sa visite en 1992), qui a su mener pacifiquement la transition vers un régime d'inclusion au même moment, ont encouragé l'IRA dans ce virage<sup>25</sup>. L'imaginaire de la « capitulation », qui revient régulièrement dans le discours républicain des années 1970-1980, a indubitablement freiné son intégration politique. Aujourd'hui encore, certains républicains irrédentistes qualifient Gerry Adams, ancien chef militaire de l'organisation et aujourd'hui à la tête de sa branche politique (et donc vice premier ministre de la province), le Sinn Féin, de « traître » et l'ont menacé de mort<sup>26</sup>.

Le mouvement républicain a progressivement reconnu l'efficacité de stratégies électorales à mesure que se lassait de la guerre la population nord-irlandaise<sup>27</sup>. Il a probablement aussi été aidé par l'évolution démographique de la province, de plus en plus favorable aux catholiques – qui pourraient dépasser numériquement les protestants dans les dix à vingt prochaines années<sup>28</sup> – et qui offre des certitudes concernant l'impact d'une stratégie électorale. D'après certains commentateurs, venant largement de la communauté loyaliste, la pression militaire accrue du gouvernement britannique a aussi, en parallèle, diminué l'opportunité de poursuivre de la lutte armée, un argument cependant rejeté par les anciens paramilitaires républicains<sup>29</sup>. Quoi qu'il en soit, il semble que le projet républicain s'incarne maintenant dans la participation à l'exécutif irlandais, en partie grâce aux architectes du processus de paix qui ont su corriger le déséquilibre institutionnel dont souffrait la province et satisfaire les demandes nationalistes. Cependant, il est important de noter que s'il s'agit là d'un changement de méthode, les objectifs républicains n'ont que peu évolué depuis le début de la lutte armée en 1972 ; en effet, l'unification de l'Irlande, si elle séduit moins chez les nationalistes modérés, reste l'objectif annoncé du Sinn Féin<sup>30</sup>. La campagne référendaire de 1998 a d'ailleurs largement été vendue comme une occasion historique de progresser vers l'unification, qui devrait, d'après les dirigeants républicains (sincèrement ou non) n'être plus qu'une question d'années<sup>31</sup>.

Il importe en outre de reconnaître l'importance des choix stratégiques effectués par la direction du mouvement dans sa transformation. Ils se sont en particulier incarnés, depuis son élection en 1983 à la tête du mouvement, par la figure de Gerry Adams, qui a entamé à la fin des années 1980 un processus de rapprochement avec les partis modérés tout en approfondissant la politisation du

---

23 CAIN, consulté pour la dernière fois le 27 juin 2011

24 Gary.K Peatling, *The failure of the Northern Ireland peace process*, Irish Academic Press Ltd, 2004, 292 pages

25 Bill Rolston, « “The Brothers on the Walls” International Solidarity and Irish Political Murals », *Journal of Black Studies*, Vol. 39 n°3 (2009), pp. 446-470

26 Féron, page 78

27 Il faut d'ailleurs noter que la violence de la PIRA n'a pas seulement touché la communauté protestante, mais aussi les catholiques de la province (Cox, Chapitre 1).

28 Darby (voir supra)

29 Peatling ; aussi, Jonathan Tonge, Peter Shirlow, James McAuley, “So Why Did the Guns Fall Silent? How Interplay, not Stalemate, Explains the Northern Ireland Peace Process”, *Irish Political Studies*, Vol. 26 n°1 (2006), pp. 1-18

30 Une visite de la page officielle du Sinn Féin laisse peu de doutes quant à la question : le parti se présente comme désireux de “mettre fin au gouvernement britannique sur l'Irlande du Nord” et affiche en évidence l'image d'une île irlandaise unifiée sous sa bannière (<http://www.sinnfein.ie/>, consulté pour la dernière fois le 27 juin 2011).

31 Kennedy, in Barton & Roche

mouvement (qui coïncide presque avec le virage pris par les unionistes sous la direction de David Trimble) Cette dynamique s'est traduite par les entretiens Hume-Adams à partir de janvier 1988, qu'allait bientôt rejoindre le Taoiseach (premier ministre irlandais) Albert Reynolds et qui allaient être consacrés par l'adoption, en 1992, du document « Towards a Lasting Peace in Ireland ». En parallèle, l'ouverture d'un canal de négociations secrètes entre le gouvernement britannique et la PIRA allait permettre d'ouvrir un dialogue qui conduirait finalement à la déclaration de Downing Street, en 1993, puis aux cessez-le-feu de 1994. Il est évident qu'en créant des routines de communication, mais aussi des liens interpersonnels entre les négociateurs des deux camps, ce processus a du contribuer à réduire la méfiance entre les deux parties<sup>32</sup>.

### *Rendre la violence illégitime – la transformation du rapport à la lutte armée*

Si l'architecture institutionnelle mise en place lors des accords de Belfast revêt bien sûr une grande importance dans la pacification du conflit nord-irlandais, il semble néanmoins que cette dernière n'aurait pas été possible sans une remise en question de l'utilisation de moyens violents à des fins politiques. Au fur à mesure de l'évolution du conflit, il paraissait de plus en plus difficile pour ses différents acteurs de continuer à légitimer leur recours à la violence. Or, il s'agit là d'un des éléments essentiels à la perpétuation d'un conflit, à la fois vis-à-vis de ses protagonistes eux-mêmes et de leurs audiences<sup>33</sup>. Cette « délégitimation » s'explique d'abord par des facteurs internes. En premier lieu, la longue période de gouvernement « direct » par Londres (1972-1998, avec une interruption lors de la période de Sunningdale), bien qu'elle ait fourni aux nationalistes une source d'attaques contre « l'impérialisme » britannique, a aussi conduit à une large refonte de la législation discriminatoire mise en vigueur sous le régime de Stormont<sup>34</sup>, et dont la remise en cause avait été l'étincelle (sinon la cause profonde) à la source du conflit. La disparition de ce grief, malgré la persistance d'inégalités de fait sinon de droit (en particulier dans l'attribution des logements sociaux, particulièrement flagrante dans la ville de Belfast où les trois quarts des demandeurs sont catholiques<sup>35</sup>), qu'incarne l'établissement d'une Commission des Droits de l'Homme en 1998, a contribué à réconcilier les catholiques avec l'État nord-Irlandais. Il n'est pas non plus impossible qu'au niveau psychologique, la mise en place d'un régime égalitaire ait facilité l'adoption de l'identité « nord-irlandaises » dont se réclament désormais de plus en plus de catholiques<sup>36</sup>.

En parallèle, des facteurs externes sont venus influencer l'attitude des acteurs nord-irlandais vis-à-vis de la violence. La fin de la guerre froide a certainement contribué à cette transformation<sup>37</sup>. S'il n'est bien sûr pas question d'attribuer à elle seule la transformation du conflit nord-irlandais – dès 1988, Gerry Adams déclarait qu'il n'y avait « pas de solution militaire » au conflit – il est néanmoins indéniable qu'elle a contribué à changer l'attitude générale vis-à-vis du processus de paix. Elle entraîne en effet dans son sillage des transformations matérielles, mais surtout idéologiques. D'abord, la chute de la superpuissance soviétique a rendu plus crédible la position britannique selon laquelle la couronne ne possédait « aucun intérêt matériel » dans la conservation de la province (pour reprendre la fameuse

---

32 Peter R. Neumann, “Negotiating with Terrorists” *Foreign Affairs*, Vol. 86, n°1 (Janvier-Février 2007), pp. 128-138

33 Thomas Lindemann, “Peace Through Recognition. An Interactionist Interpretation of International Crises”, *International Political Psychology*, Vol. 5 n°1 (2011), pp. 68-86

34 Hennessey (voir supra) ; notons néanmoins que cette dynamique avait déjà été amorcée sous le gouvernement unioniste modéré de Terence O'Neill dans les années 1960

35 Peter Shirlow, Brendan Murtagh, *Belfast : segregation, violence and the city*, Pluto Press, 2006, 216 pages

36 Orla T. Mudloon, Karen Trew, Jennifer Todd, Nathalie Rougier, Katrina McLaughlin, “Religious and National Identity after the Belfast Good Friday Agreement”, *Political Psychology*, Vol. 28 n°1 (Février 2007), pp. 89-103

37 Michael Cox, « Chapter 28: Rethinking the International and Northern Ireland: a defence » in Cox et al., pp. 427-442

déclaration du ministre délégué Brooke en 1990<sup>38</sup>), établissant de facto une distinction entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume qui ne serait pas sans inquiéter nombre d'unionistes. Il semble que l'attitude britannique n'ait pas fondamentalement été impactée par la fin de la guerre froide, la plupart des positions soutenues dans les années 1990 ayant en fait été avancées dès le début du conflit<sup>39</sup>. Cependant, un certain nombre de nationalistes, auparavant convaincus que la politique de Westminster était influencée par l'importance stratégique de la province dans la rivalité avec Moscou, y ont gagné en confiance dans la sincérité des intentions britanniques<sup>40</sup>.

Dans le même temps, les États-Unis ont gagné avec la fin de la guerre froide en marge de manœuvre vis-à-vis de leur allié britannique. Or, la politique américaine a généralement, ces dernières années, considéré l'Irlande comme un partenaire privilégié. Lors d'un recensement en 1990, près de 40 millions d'américains se réclamaient en effet d'origine irlandaise, non sans influencer la politique étrangère américaine<sup>41</sup>. L'élection de William Clinton, qui avait fait de son engagement dans la résolution du conflit nord-irlandais une promesse de campagne, a en effet joué un rôle indubitable dans l'avancée du processus de paix. C'est à de nombreuses reprises de Washington qu'est venue l'impulsion nécessaire à l'avancée des négociations ; ainsi, la décision, prise en 1994, d'accorder un visa à Gerry Adams (venu lever des fonds pour le Sinn Féin), qui a amené un net refroidissement des relations avec la Grande-Bretagne, a probablement été facilitée par l'autonomie accrue de la politique étrangère américaine. Ainsi, les décideurs politiques américains semblent avoir eu un rôle, à certains moments-clés, pour « contraindre » leurs homologues britanniques à des concessions auxquelles ils n'auraient peut-être pas été prêts autrement. Cependant, il convient de nuancer la nature des tensions américano-britannique. Comme le défend de façon convaincante Paul Dixon<sup>42</sup>, l'engagement des États-Unis dans le processus de paix relève plus de la savante chorégraphie politique que d'une réelle initiative unilatérale pour la paix. Les relations irlando-britanniques se sont d'ailleurs largement normalisées depuis 1970, comme en atteste la signature, en 1985, de l'Accord Anglo-Irlandais, donnant à Dublin un rôle embryonnaire dans la gouvernance de la province du Nord, une dynamique qui allait être renforcée avec les accords de Belfast. Sur un plan symbolique, l'établissement d'un référendum au nord, mais aussi au sud sur le processus de paix a été une décision importante, renforçant le sentiment d'une « relation spéciale » et confortant les nationalistes du nord dans leur croyance en une réunification prochaine, tout en froissant les susceptibilités unionistes. Le large soutien – 95% de votes positifs – des irlandais au référendum sur les accords montre l'évolution du rôle que souhaite désormais jouer la population de la république dans le processus de paix.

Les partis politiques irlandais ont en effet largement révisé leur attitude à l'égard de la province du Nord, alors même que leur ambiguïté au début du conflit (discours « *We will not stand by* » du Taoiseach Jack Lynch) avait encouragé la communauté nationaliste dans ses revendications<sup>43</sup>. Le parti irlandais Fine Gael en particulier, sous l'impulsion de Garret FitzGerald, a mis au début des années 1970 le principe du consentement de la majorité unioniste au cœur de son programme, un changement de paradigme par rapport à l'irrédentisme qui prédominait jusque là dans la culture politique irlandaise. En outre, sa position s'est rapprochée des thèses des nationalistes modérés du SDLP, pour qui l'établissement d'un régime d'égalité de droits et d'une réforme des institutions provinciales était la

---

38 McGrattan, « 7: Northern Nationalism and the Belfast Agreement », pp. 146-164 in Barton & Roche

39 Paul Dixon, « Performing the Northern Ireland Peace Process on the World Stage », *Political Science Quarterly*, Vol. 121, n°1 (Novembre 2006), pp. 61-91

40 Cox in Cox et al (voir supra)

41 Darby (voir supra)

42 Paul Dixon, « Performing the Northern Ireland Peace Process on the World Stage », *Political Science Quarterly*, Vol. 121, n°1 (Novembre 2006), pp. 61-91

43 Darby, Hennessey (voir supra)



principale condition à l'établissement d'une paix durable<sup>44</sup>. Cette dynamique a été répercutée par le désintéressement croissant de la population, mais aussi des politiciens britanniques (en particulier des conservateurs, historiquement très proches des unionistes) à l'égard de la province. En plus d'un sentiment de lassitude vis-à-vis d'un conflit qui s'éternise et qui a coûté la vie à plus de 300 soldats de la couronne, une certaine défiance à l'encontre des unionistes, perçus comme extrémistes et irrationnels, a contribué à cette transformation. L'exportation de la violence, dans le sillage du processus de paix, sur le sol britannique, et plus généralement en Europe, a renforcé cette dynamique. La transformation des liens avec la province, qui renforce l'obsidionalité des unionistes se sentant abandonnés, s'inscrit plus généralement dans une dynamique d'affaiblissement du « projet impérial » britannique, entamée avec la perte de l'empire colonial et prolongée, aujourd'hui, par le craquement de l'Union qu'incarne la dévolution en Ecosse et au pays de Galles<sup>45</sup>. Ce processus oblige les unionistes du nord à redéfinir leur identité, qu'ils articulaient jusque-là largement à leur « britannité » (*Britishness*) et à trouver des formes alternatives d'expression communautaire, qui se traduisent par le rattachement à une identité englobante nord-irlandaise, certes, mais aussi dans la recherche des racines protestantes de « l'Ulster ».

Sur le plan idéologique, deux dynamiques fondamentales ont transformé les discours des principaux protagonistes, en particulier du côté nationaliste. En premier lieu, l'effondrement du bloc communiste a privé les nationalistes irlandais, et même quelques unionistes (en particulier ceux du PUP), d'un de leurs cadres de référence idéologique. Le discrédit jeté sur le marxisme a clairement affecté l'idéologie « révolutionnaire » des républicains de la PIRA. Il est ainsi devenu plus difficile pour eux de se définir comme un peuple colonisé luttant contre l'impérialisme britannique et les « colons » protestants, malgré la persistance de lectures historiques encore largement favorable à cette thèse. Dans le même temps, l'émergence de nouvelles identités « post-modernes » a largement contribué à l'abandon des anciens cadres de référence en faveur de notions post-territoriales ; le SDLP de John Hume a certainement été le plus loin dans cette direction, en se réclamant « européen » aussi bien qu'irlandais<sup>46</sup>. Cependant, il est important de dissocier le changement du cadre de référence au niveau des élites politiques des dynamiques en mouvement chez les citoyens ordinaires. Le territoire, en particulier chez les classes les plus défavorisées, reste une notion essentielle dans leur appréhension des rivalités inter-communautaires. Enfin, l'utilisation même de la violence au nom d'enjeux idéologiques est maintenant répudié par la plupart des sociétés occidentales, d'où le dégoût croissant des médias occidentaux à l'égard de l'Irlande du Nord, régulièrement présentée comme « bloquée » au Néolithique. Nombre de nord-irlandais, s'ils ne sont pas toujours satisfaits du processus de paix, condamnent sans équivoque la violence pour des raisons morales ou religieuses<sup>47</sup>. Cette évolution s'incarne, au cœur même des controverses de 1998 sur les parades dans le comté Armagh, par le recul des paramilitaires loyalistes au motif « qu'aucune rue ne vaut une vie ». De même, quelques attentats particulièrement outrageux commis par les groupes séditieux républicains (en particulier l'IRA Véritable, qui s'est « illustrée » par le meurtre de 29 civils lors des attentats d'Omagh en août 1998) ou loyalistes ont provoqué une véritable révolte, qui a peut-être contribué à consolider le rejet de la violence et ainsi le soutien au processus de paix<sup>48</sup>. Si la violence est devenue inacceptable, le terrorisme a souffert, en particulier, d'un discrédit général après les attentats du 11 septembre. Les discours sécuritaires, qui ont été réactivés au Royaume-Uni (avec une similarité troublante à ceux qui avaient déjà été employés dans

---

44 Catherine O'Donnell, "The Belfast Agreement and Southern Irish Politics" in Cox et al., *The Northern Ireland Question*, pp. 205-220

45 Peatling (voir supra), mais aussi Paul Gillespie, « From Anglo-British to British-Irish relations » in Cox et al., pp. 318-337

46 Cathal McCall, *Identity in Northern Ireland : communities, politics, and change*, Palgrave Macmillan, 1999, 248 pages

47 Paul Dixon, Gladys Ganiel, "Religion, Pragmatic Fundamentalism and the Transformation of the Northern Ireland Conflict", *Journal of Peace Research*, Vol. 45 (2008), pp. 419-436

48 Darby, "A truce rather than a treaty? The effect of violence on the Irish peace process », in Cox et al., pp. 212-224

les années 1970 pour faire face à l'activité de la PIRA), ont regagné en popularité et les révolutionnaires britanniques sont régulièrement assimilés aux terroristes islamiques. La tentative de Tony Blair de construire entre les deux une distinction conceptuelle après l'engagement britannique en Irak n'a que peu convaincu au Royaume-Uni<sup>49</sup>. De héros, le terroriste est désormais passé au statut de paria, non sans conséquence pour les anciens paramilitaires désormais reniés et qui s'estiment eux aussi « victimes » du conflit<sup>50</sup>.

Enfin, la dynamique de l'intégration européenne a joué un rôle indirect dans la transformation du conflit. Elle a d'abord incarné la possibilité d'une rédefinition identitaire en promouvant une sortie « par le haut » des nationalismes<sup>51</sup>. Elle a permis, ensuite, à travers la coopération européenne, de créer des liens forts entre le Royaume-Uni et l'Irlande, qu'incarnent les rencontres entre le premier ministre britannique et le Taoiseach en marge des conseils européens. Économiquement, le renforcement des échanges entre les deux parties de l'île a pu aussi contribuer à rapprocher nord et sud, offrant des perspectives accrues de développement qui expliquent en partie le soutien offert au processus de paix par la communauté économique irlandaise<sup>52</sup>. Enfin, l'Union européenne a proposé son soutien financier à la reconstruction économique de l'Irlande du Nord et soutenu plusieurs initiatives de paix à travers ses programmes, sans pour autant que son action puisse encore être jugée décisive<sup>53</sup>.

Les facteurs ayant mené à une transformation pacifique du conflit sont donc multiples, mais restent néanmoins attachés à un changement des perceptions de l'utilité, mais aussi de la légitimité de l'emploi de la force pour parvenir à un règlement politique. Cependant, la violence en Irlande du Nord n'est historiquement pas qu'un mode de régulation du conflit, mais aussi une culture pervasive qui s'exprime à plusieurs échelles dans l'action quotidienne. Les structures qui caractérisent la société nord-irlandaise favorisent en effet le maintien de rivalités inter-communautaires et d'un revanchisme peu propice à une pacification durable des mœurs.

### **Une société en conflit – violence structurelle et rivalités communautaires**

La violence structurelle est un angle d'approche utile pour aborder le conflit nord-irlandais. Défini originellement par John Galtung comme une situation où la violence ne peut pas être attribuée à un acteur en particulier mais à la structure dans laquelle évoluent les individus<sup>54</sup>, ce concept éclaire l'évolution récente du conflit nord-irlandais, où la violence quotidienne se prolonge sans qu'un état de guerre soit déclaré. Dans cette section, nous allons donc aborder les dynamiques de retranchement culturel qui divisent les deux communautés et tenter de comprendre comment la violence routinière contribue à fragiliser le processus de paix et plus généralement l'adoption d'identités pacifiées. Ceci ne signifie cependant pas que la violence politique a tout à fait disparu ; si les principaux groupes paramilitaires ont désormais désarmé, certains groupes dissidents (en particulier l'IRA Véritable) restent susceptibles de menacer le processus de paix et de réveiller les antagonismes communautaires ; en outre, certains actes de violence « routinière », en particulier les minages d'église ou de locaux de l'Ordre Orange, ont indubitablement une signification politique.

---

49 Voir en particulier Peatling

50 Claire Mitchell, « The Limits of Legitimacy: Former Loyalist Combatants and Peace-Building in Northern Ireland », *Irish Political Studies*, Vol. 23 n°1 (2008), pp. 1-19

51 McGall (voir supra)

52 Greg McLaughlin, Stephen Baker, *The propaganda of peace: the role of media and culture in the Northern Ireland Peace Process*, Intellect Books, 2010, 108 pages

53 Shirlow (voir supra), en particulier le chapitre 7, « Ethnic Poker: Policy and the Divided City », pp. 142-170

54 Kathleen Mass Weigert, « Structural Violence » in Lester-Kurtz (éditeur), *Encyclopaedia of Violence, Peace & Conflict*, Vol. 3, Oxford, 2008, pp. 2004-2011

## *Ségrégation et communautarisme – la violence au quotidien*

L'Irlande du Nord reste une société profondément divisée au-delà des affrontements politiques de ses deux grandes communautés. Cette division entretient la culture du conflit, car en renforçant les liens entre les membres d'une même communauté, elle les amène, par opposition, à se définir par opposition à un « autre » perçu comme négatif. Ce processus d'identification avec un « in-group » est bien sûr renforcé par la dualité des structures sociales, qui rend la comparaison avec le groupe ennemi permanente et pervasive<sup>55</sup>. Par ailleurs, elle brouille la possibilité de dresser des passerelles entre les deux communautés, les individus transgressant les frontières communautaires étant marginalisés par la communauté qu'ils ont « trahie » sans qu'ils soient pour autant vraiment reconnus par l'« autre »<sup>56</sup>. Le besoin de s'identifier est donc permanent en Irlande du Nord. Au quotidien, cette division, en particulier pour les catégories sociales les moins privilégiées qui se retrouvent surtout dans les grandes villes – Belfast, (London)derry – est entretenue par les réseaux de solidarité sociaux. L'éducation a ainsi reçu une attention particulière ces dernières années (comme par exemple à travers le programme EMU – Education for Mutual Understanding), dans la mesure où elle contribue en partie à former les conceptions du monde, et donc de l'autre, des enfants nord-irlandais, tout en étant significative de l'état d'une société. L'éducation reste très largement ségréguée dans la province, en partie comme héritage de la législation de Stormont, qui a rapidement établi un système d'éducation public *de facto* privilégié par les populations protestantes, tandis que les écoles privées se destinaient principalement aux enfants catholiques<sup>57</sup>. Les écoles « intégrées » (ne se revendiquant pas d'une confession particulière), qui ont suscité beaucoup d'enthousiasme depuis le début des années 1980 et ont bénéficié de fonds aussi bien du gouvernement nord-irlandais que des divers programmes non-gouvernementaux pour la paix, ne représentent pourtant qu'un peu plus de 5% des enfants scolarisés<sup>58</sup>. La première école intégrée n'a d'ailleurs été établie qu'en 1981, à Belfast. Or, en particulier chez les catholiques (du fait de l'homogénéité de l'Eglise catholique, par opposition à ses homologues protestantes, principalement la Church of England et l'Eglise presbytérienne dans la province), l'identité religieuse revêt de fortes connections avec l'identité politique ; dans une étude menée auprès d'adolescents vivant à la frontière, Muldoon et al. montrent ainsi la fréquence de l'amalgame entre nationalité et religion chez des jeunes nord-irlandais<sup>59</sup>. Ainsi, en contribuant à la séparation des groupes d'enfants, l'éducation ségréguée réduit l'opportunité de contacts, et donc d'empathie avec l'autre groupe, comme l'a articulée l'école du « contact intergroupes »<sup>60</sup>. En outre, elle limite la connaissance de l'autre et favorise la diffusion de récits mythifiés de sa communauté et de son histoire. Ces dernières années, l'accent a donc logiquement été mis plus sur le contenu des enseignements que sur la composition des effectifs scolaires<sup>61</sup>.

La religion, ensuite, est un facteur d'identification autant que de division dans la province, qui demeure l'une des plus « religieuses » d'Europe ; en 2010, 79% des jeunes irlandais pensaient que la

---

55 Tajfel (voir supra)

56 Shirlow (voir supra)

57 Darby (voir supra)

58 Ed Cairns, Ulrike Niens, “Conflict, Contact and Education in Northern Ireland”, *Theory into Practice*, Vol. 44 n°4 (Automne 2005), pp. 337-344 ; voir aussi Fiona Stephen, « Chapter 18: Integrated Schools: myths, hopes and prospects », *in* Cox et al., pp. 268-279

59 Katrina McLaughlin, Karen Trew, Orla T. Muldoon, “Religion, Ethnicity and Group Identity : Irish Adolescents Views”, *Nationalism and Ethnic Politics*, Vol. 12 (2006), pp. 599-616

60 A l'origine, la théorie avait été développée par Allport (1954) à propos de la ségrégation dans le sud des États-Unis. Pour une application à l'Irlande du Nord, voir Miles Hewstone, Ed Cairns, Alberto Voci, Jürgen Hamberger, Ulrike Niens, « Intergroup Contact, Forgiveness, and Experience of “The Troubles” in Northern Ireland », *Journal of Social Issues*, Vol. 62, n°1 (2006), pp. 99-120

61 Cairns et al. (voir supra)

religion affectera toujours les relations entre les habitants de la province, et 84% de la population s'identifiait avec un groupe religieux<sup>62</sup>,<sup>63</sup>. Le conflit n'est bien sûr pas essentiellement religieux, mais les lieux de culte et les réseaux de solidarité associés aux différentes Eglises contribuent à la propagation et au renforcement des stéréotypes communautaires, consolident des identités collectives potentiellement négatives, et limitent encore les possibilités d'interaction entre les deux communautés (par exemple, seuls 6% des mariages sont religieusement mixtes). Ainsi Ian Paisley était-il d'abord ministre presbytérien avant de monter à la tête du DUP ; sa rhétorique violemment anti-catholique, et notamment son agressivité remarquée à l'égard de Jean-Paul II lors de sa venue en 1998, a contribué à attiser le conflit. Quoique les vues de Paisley soient minoritaires – nombre de ministres du culte des deux côtés tentent au contraire de trouver dans la religion une force pour aider à la réconciliation<sup>64</sup>, elles illustrent assez bien le danger d'une instrumentalisation de la religion. l'identité religieuse se mêle à la nationalité, et seule une petite minorité de catholiques se définit comme « britannique », alors que moins d'un protestant sur dix se réclame « irlandais ». Lors d'entretiens menés auprès d'adolescents se définissant comme irlandais, McLaughlin et al. montrent que pour beaucoup d'entre eux, la religion, à travers laquelle ils se définissent en tant que membres d'une communauté, est associée à des normes de comportement positives, qui ne sont pas forcément présentes chez « l'autre » envers qui demeure une certaine méfiance (par exemple à l'égard des mariages mixtes ou des parades) malgré les discours de tolérance. En outre, plusieurs réponses, qui qualifient les protestants de « *prodists* » (l'argot « Prods » désignant généralement les protestants), laissent au mieux sceptiques quant à la connaissance de l'autre communauté, un premier pas pourtant nécessaire à la naissance d'une empathie sincère. Le rôle social de la religion est donc ambigu dans la province. En offrant la possibilité d'accompagner le processus de paix à travers ses discours de tolérance et de pardon tout en apportant des réponses à l'instabilité identitaire des acteurs de la province, elle contribue en partie à l'apaisement des tensions inter-communautaires. Cependant, sa dimension fortement identitaire dans la province cristallise aussi les tensions préexistantes et offre un nouveau champ d'expression aux antagonismes inter-communautaires, alors qu'elle renforce aussi le sentiment d'endogamie au sein de chaque communauté.

En outre, la ségrégation prend en Irlande du nord une dimension territoriale. Volkan a mis en évidence la dimension quasi-charnelle que prend le territoire quand ils s'identifie à une appartenance communautaire. Les deux tiers de la population de la province vivent dans des quartiers où leur communauté représente plus de 80% de la population<sup>65</sup>. A Belfast, les quartiers ouest, à l'exception d'une enclave protestante, sont traditionnellement réservés aux catholiques tandis que l'est de la ville est très largement protestant. Aux interfaces de ces quartiers, les « murs de la paix » érigés au début des années 1970 par les forces britanniques rappellent l'intensité de la ségrégation communautaire, et entretiennent la mentalité de siège qui caractérise les deux communautés<sup>66</sup>. En cherchant à se protéger, les communautés développent des attitudes négatives à l'encontre de « l'autre », perçu comme menaçant et même dangereux. Beaucoup d'habitants de Belfast préfèrent effectuer de long détours plutôt que de se déplacer dans le « territoire » de l'autre communauté : une enquête menée en 2004 révèle que seul un

---

62 Young Life and Times Survey, 2010 (“Do you think that religion will always make a difference to the way people feel about each other in Northern Ireland?”)

63 Orla T. Muldoon, Karen Trew, Jennifer Todd, Nathalie Rougier, Katrina McLaughlin, “Religious and National Identity after the Belfast Good Friday Agreement”, *Political Psychology*, Vol. 28 n°1 (Février 2007), pp. 89-103

64 Jason Klocek, “A Politics of Forgiveness for Intractable Conflicts: The Role of Middle-Range, Religious Peacemakers in the Northern Ireland Conflict”, *Quest*, Vol. 7, pp. 54-75 ou encore Paul Dixon, Gladys Ganiel, “Religion, Pragmatic Fundamentalism and the Transformation of the Northern Ireland Conflict”, *Journal of Peace Research*, Vol. 45 (2008), pp. 419-436

65 Shirlow, in Cox et al. , pp. 227-237

66 Begoña Aretxaga, « 2 – Catholic West Belfast: A Sense of Place », pp. 24-53 in Aretxaga, Shattering Silence: Women, Nationalism, and Political Subjectivity in Northern Ireland, Princeton University Press, 1997, 208 pages.

habitant sur huit se sent « en sécurité » ou « plutôt en sécurité » quand il marche dans une zone « ennemie », alors que la moitié d'entre eux déclare catégoriquement refuser de s'y rendre<sup>67</sup>. La peur d'être agressé, mais aussi celle des représailles au sein de sa communauté suite à la transgression de la norme, expliquent en partie ces résultats. En plus de compliquer la vie quotidienne des communautés touchées, qui sont souvent en bas de l'échelle sociale et touchées par des taux de chômage (en particulier chez les jeunes, statistiquement les plus susceptibles de se lancer dans des activités illégales qui leur servent alors de « cause » à défendre), cette ségrégation, qui s'étend jusqu'aux cimetières de la ville, contribue au renforcement de mentalités uni-dimensionnelles. En effet, le territoire est largement associé, en Irlande du Nord, à des récits communautaires, qui s'incarnent notamment à travers les peintures murales qui relatent les principales histoires communautaires, à la fois à travers des références à une histoire mythique et aux événements récents. Comme le relève Féron, les *peace lines* « entretiennent une « culture de la violence » qui fait que les rapports sociaux sont difficiles, que le fait même de dialoguer et de négocier ne procède pas d'une évidence pour des communautés qui sont pourtant souvent affectées par les mêmes problèmes, et que la confiance entre elles est difficile à établir »<sup>68</sup>. Le dialogue inter-communautaire, pourtant au cœur du processus politique, est prohibé par ces « lignes de démarcation ». Enfin, cette ségrégation, loin, comme l'affirment les résidents des enclaves, de les protéger, tend au contraire à renforcer la micro-violence et les affrontements inter-communautaires – en fait, les zones d'interfaces sont devenues les plus meurtrières du conflit, représentant les deux tiers des morts pour la seule ville de Belfast<sup>69</sup>. Elle offre à la violence des formes d'expression privilégiées en lui conférant une dimension territoriale qui favorise le processus d'identification et de différenciation des deux communautés. La peur est un moteur puissant pour la perpétuation « défensive » de la violence, donc les deux communautés se pensent les premières victimes tout en abritant les anciens acteurs. Pacifier une société implique de réintégrer les auteurs de la violence sans pour autant leur donner l'impunité. Si les nouvelles opportunités politiques qu'offre le processus de paix offrent une reconversion à certains acteurs du conflit, il est évident, en particulier pour des raisons symboliques, qu'elles ne peuvent suffire à couvrir les besoins de ce processus.

Cette dynamique s'accompagne d'un renouvellement de la violence à petite échelle et une augmentation des formes alternatives de violence. En 2004, 40% des nord-irlandais disaient avoir été victimes de violence verbale ou physique depuis les cessez-le-feu de 1994<sup>70</sup>. La violence a certes quitté le champ du politique, mais elle prend désormais des formes nouvelles. Elles vont de la police intra-communautaire – les anciens paramilitaires s'octroyant désormais le droit de « punir » les délinquants et marginaux (une pratique condamnée à plusieurs reprises par le gouvernement britannique)<sup>71</sup> – au hooliganisme (en particulier lors des matches entre les deux clubs de football écossais, le Celtic Glasgow et les Glasgow Rangers, respectivement soutenus par les communautés catholiques et protestantes). Les anciens acteurs du conflit se reconvertissent dans l'action sociale au niveau communautaire, mais aussi dans des activités illégales (trafic de drogues, etc)<sup>72</sup>. Aux interfaces, les affrontements entre bandes de jeunes désœuvrés sont monnaie courante. En outre, la violence s'étend désormais non seulement aux ennemis historiques, mais aussi aux autres minorités : Belfast est tristement reconnue comme « capitale européenne du racisme »<sup>73</sup> et les crimes homophobes se sont récemment multipliés dans la province. Enfin, les marches parades « traditionnelles » (une tradition

---

67 Shirlow, page 95

68 Féron, page 110

69 Féron, page 108

70 Shirlow, page 92

71 Il s'agit des « *Punishment beatings* »

72 Mitchell (voir supra)

73 Voir Peter Geoghegan, « Multiculturalism and Sectarianism in Post-Agreement Northern Ireland », *Scottish Geographical Journal*, Vol. 124, n°2-3 (Juin-Septembre 2008), pp. 185-191

dont l'invention reflète d'ailleurs bien l'insécurité identitaire des communautés) qui rythment la vie communautaire sont régulièrement l'occasion de débordements, en particulier pendant l'été, où la communauté protestante célèbre chaque année la victoire de Guillaume d'Orange sur le roi catholique Jacques II le 12 juillet. En 1998, quelques mois après la signature des accords de paix, la parade loyaliste organisée dans la petite ville de Drumcree, qui prévoyait de traverser un quartier historiquement à majorité protestante devenu « catholique » (Garvaghy Road), a attiré l'attention médiatique devant les violences commises à l'encontre des résidents catholiques contraints à être relogés en urgence, ainsi que des controverses sur la gestion de la parade par la Commission des parades. Ces incidents mettent l'accent sur la territorialité des identités nord-irlandaises, qui contraste avec l'idéal « post-moderne » dont se réclament les auteurs du processus de paix.

### *Deux visions de l'histoire – le conflit lu à travers le filtre communautaire*

Ces identités trouvent leur légitimation dans une lecture partielle et instrumentalisée de l'histoire du conflit. La mémoire devient un enjeu essentiel quand elle permet de revendiquer un statut que n'aurait pas l'autre communauté. En outre, elle contribue à tisser des liens entre les membres de celle qu'elle unit en ancrant leur « combat » dans celui des générations passées et réécrivant l'histoire de la communauté<sup>74</sup>. La conscience de l'histoire de sa communauté est donc très développée en Irlande du Nord. Chaque communauté a ainsi construit sa propre histoire mythifiée, qui est réutilisée à des fins politiques et produit des images mentales de soi et de l'autre<sup>75, 76</sup>. L'histoire « héroïque » nationaliste souligne l'oppression anglaise dont a été victime le peuple irlandais, et ne reconnaît pas la spécificité de la province. Ainsi les nationalistes commémorent-ils la chute du dernier roi d'Irlande, d'Henri II en 1169 (!)<sup>77</sup>, la grande plantation du XVII<sup>e</sup> siècle, la famine des années 1840, mais aussi l'histoire d'un peuple en armes à travers la célébration des soulèvements de 1797 et de Pâques 1916, quand les unionistes célèbrent la victoire de La Boyne et le sacrifice des volontaires de l'Ulster, en 1916, lors de la bataille de la Somme<sup>78</sup>. Plus récemment, des épisodes tels que le Bloody Sunday côté nationaliste ou le Bloody Friday côté unioniste, mais aussi les grèves de la faim du début des années 1980, qui ont donné naissance chez les républicains à la figure christique de Bobby Sands<sup>79</sup> perpétuent cette tradition.

Une des dynamiques les plus troublantes dans la province est en effet la victimisation dont font preuve chacune des communautés. Revendiquer une histoire de martyrs, qui a mené certains unionistes, par dérision, à qualifier les irlandais du « *peuple le plus opprimé de l'histoire* »<sup>80</sup>, n'est pas anodin. Les « traumatismes choisis » (Volkan) permettent à des groupes sociaux de produire une image mythifiée d'eux-mêmes. Or, cette image se construit par contraste avec l'autre groupe, dont une communauté qui se vit comme martyre n'est pas capable de reconnaître la souffrance. Cet « égoïsme de la victimisation » (Mack) aboutit donc à une « incapacité à faire le deuil » et à un manque d'empathie pour la souffrance de l'autre qui est problématique dans la reconstruction des liens sociaux après le conflit<sup>81</sup>. Ainsi, certains unionistes du DUP estiment n'avoir pas de dette envers les « catholiques » au

74 Voir en particulier Gallagher, « 4 : Fighting with History instead of guns », pp. 85-109

75 Darby (voir supra)

76 Peatling, en particulier le chapitre «Reasons for failure» (pp. 90-151) qui explore les différentes explications de l'échec du processus de paix et souligne le manichéisme que favorisent ces récits communautarisés.

77 Cependant, la domination anglaise ne serait pas effective avant la décision d'Henri VIII, en 1542, de démarrer l'intégration effective de l'île

78 5000 combattants de l'UVF sont ainsi morts dans cette seule bataille, soit plus que toutes les victimes du conflit réunies.

79 Gallagher, « 2: The Loyalist Prison Experience » in Gallagher, pp. 29-52

80 Peatling (voir supra) ; ce phénomène est qualifié de « MOPE Syndrom »

81 Vamik D. Volkan, «Ethnicity and Nationalism: A Psychoanalytic Perspective», *Applied Psychology*, Vol. 47 n°1 (1998), pp. 45-57 ; John E. Mack, «The passions of nationalism and beyond, Identity and power in international relationships» in Steven T. Ablon, Daniel Brown, Edward J. Khantzian, John E. Mack, Human Feelings, Explorations in affect development

regard des souffrances qu'ils leur ont causé : après le meurtre de trois jeunes catholiques à Ballymoney, en juillet 1998, son dirigeant, Ian Paisley, futur premier ministre de la province, déclarait ainsi que « les républicains avaient déjà mené de bien pires meurtres »<sup>82</sup>. Inversement, la souffrance de la communauté catholique a longtemps été utilisée pour justifier la violence utilisée contre les protestants de la province. En cherchant à se présenter comme « victimes », les communautés peuvent donc réécrire leur passé en leur faveur, mais aussi l'instrumentaliser politiquement en bénéficiant de la sympathie des médiateurs du conflit. Comme le souligne Smyth, l'attribution du statut de victime revêt un caractère éminemment politique : « Compte tenu de la dynamique politique du conflit, aucun des protagonistes ne peut s'offrir de se représenter en tant que responsable, car sur un plan moral, cela jouerait à son désavantage. Les implications en termes de culture politique du moment où le statut de victime devient un moyen d'échapper à la culpabilité, la honte, ou la responsabilité sont larges. Une culture politique basée sur une compétition pour le statut de victime contribuera plus probablement à légitimer la violence, et ne favorisera probablement pas une atmosphère de responsabilité politique et de maturité »<sup>83</sup>. Utiliser les torts injustes subis comme ressource est donc un outil puissant à la disposition des politiciens de la province, qui en retirent une autorité morale incontestable, et qui éteint le débat démocratique. Ainsi, si le conflit a laissé une « mémoire sociale » (Féron) au sein des deux communautés, s'appropriier les blessures qu'il a laissées est à la fois illégitime, dans la mesure où le concept même de « victime » est tangent et dangereux.

Ces dernières années, les groupes de victimes ont reçu une attention renouvelée, pour des raisons évidentes, dans le sillage du processus de paix. Une « Commission des victimes » a d'ailleurs été établie en 2008 pour délibérer des meilleurs moyens de pourvoir au « besoin fondamental de reconnaissance » éprouvé par les familles des victimes<sup>84</sup>. Si cette entreprise est louable du point de vue des victimes dont la souffrance est reconnue, elle implique aussi de définir qui n'est *pas* une victime du conflit. Les paramilitaires sont-ils coupables, ou sont-ils eux-mêmes victimes de politiciens qui les auraient instrumentalisés, comme certains l'affirment<sup>85</sup> ? La question du sort des victimes a pris une pertinence particulière lors du processus de paix à travers les discussions sur la réintégration des anciens acteurs de la violence, et en particulier de la libération des prisonniers, concession politique qui a été largement utilisée par les extrêmes des deux camps pour stigmatiser des concessions qui leurs paraissaient odieuses<sup>86</sup>. Dans le même temps, comme le soulignait en 2009 un rapport au gouvernement britannique du Groupe Consultatif sur le passé<sup>87</sup>, il est impossible de tirer un trait sur le passé si l'on souhaite effectivement démarrer un processus de réconciliation fructueux. Il faut donc redéfinir la notion même de victime si on veut lui donner du sens. Cette question rejoint celle de la qualification du conflit ; s'agit-il d'une guerre civile, auquel cas les anciens « combattants » sont les soldats d'une armée qu'il est normal de relâcher après la fin du conflit ou de « troubles » (l'approche choisie par le gouvernement britannique, qui a tenté de « criminaliser » les combattants républicains) où ils deviennent alors des terroristes ? Doit-on appliquer au conflit les lois et conventions de la guerre ? La légitimité de la violence armée est bien sûr affectée par la réponse à ces questions. Ainsi, la fierté exprimée par d'anciens combattants républicains qui réinvestissent aujourd'hui leur prestige en capital politique doit beaucoup à l'image de « guerre juste » qu'ils se sont construite du conflit. Les

and meaning, The Analytic Press, 1993, pp. 333-354

82 Ian Paisley, 14 juillet 1998, cité sur CAIN, « A chronology of the conflict, 1998 » ; accédé pour la dernière fois le 27 juin 2011

83 Smyth, in Cox, « Lost lives: victims and the construction of 'victimhood' in Northern Ireland » in Cox, pp. 6-23 (citation page 20)

84 Commission for Victims and Survivors, « Dealing with the Past », Juin 2010 (46 pages)

85 Voir par exemple McGrattan (supra)

86 Michael Von Tangen Page, « 13: A 'most difficult and unpalatable part': the release of politically motivated violent offenders », in Cox et al., pp

87 Commission for Victims and Survivors (voir supra)

représentations d'elles-mêmes qu'entretiennent les deux communautés jouent en effet un rôle primordial dans le maintien de la dynamique du conflit.

### **La dimension symbolique du conflit – l'identité au cœur du conflit nord-irlandais**

En effet, le conflit nord-irlandais, loin de se réduire à une simple lutte pour le contrôle d'intérêts matériels ou politiques, comporte une dimension perceptuelle et identitaire qui explique l'irrationalité apparente des acteurs du conflit. Ainsi, les deux communautés luttent aussi pour des enjeux symboliques qui visent à renforcer l'image qu'ils ont d'eux même (*self-esteem*), le maintien ou le renforcement de leur identité et une reconnaissance de la légitimité de leur combat. Ces processus sont accentués par une forme d'osmose entre individu et groupe, à travers laquelle l'individu s'identifie parfaitement avec « sa » communauté (qui est elle-même une construction complexe) et ressent personnellement les outrages qui lui sont portés. En Irlande du Nord, d'après l'étude Life and Times (2010), 50% des nationalistes et 52% des nationalistes (soit 25% de la population totale) définissent leur appartenance comme « forte » ou « plutôt forte »<sup>88</sup>. La quête de la reconnaissance, dont l'influence a été reconnue au niveau international<sup>89</sup>, se retrouve donc en Irlande du Nord dans les relations intercommunautaires. Ainsi, par induction, une communauté qui percevrait son statut comme inférieur à ses attentes adopterait plus facilement une attitude revancharde. Comment le processus de paix a-t-il transformé ces représentations ? Si ces questions ont été représentées dans le processus de paix, il n'est pour autant pas sûr que les deux communautés, en particulier la majorité unioniste qui se sent « flouée » par les accords, s'y reconnaissent vraiment.

#### *Le renforcement des processus d'identification communautaire*

Malgré les nombreux projets visant à développer des identités communes entre les deux communautés, en particulier autour de problématiques de la vie de tous les jours comme la sécurité ou la lutte contre le chômage<sup>90</sup>, les communautés ressentent un besoin croissant d'exprimer leur identité, qui se traduit concrètement par un renforcement de la « ségrégation des mentalités » qu'avait condamnée le rapport Mitchell<sup>91</sup>. Le processus de paix a paradoxalement contribué à un climat d'incertitude sur le futur de la province, qui crée chez les deux communautés, mais plus particulièrement chez les protestants, une insécurité identitaire qui se traduit par l'expression renforcée des symboles communautaires. Comme le remarque Féron, « ces rites constituent ainsi des éléments de stabilité nécessaires dans une situation de crise où rien ne paraît assuré pour l'avenir »<sup>92</sup>. Ces dernières années, drapeaux – celui de l'Ulster ou du Royaume pour les loyalistes, celui de l'Irlande pour les nationalistes, insignes, hymnes et langue sont réaffirmés et servent à marquer la distinction entre son groupe et « l'autre » communauté. Cette « ré-imagination de la communauté » s'exprime aussi à travers le développement de deux cultures parallèles, avec leur propres activités et leur propre mode de vie. Ainsi, dans le domaine sportif, il existe une « tradition » catholique, qui s'incarne notamment à travers le football gaélique ou la danse, alors que les protestants privilégient le rugby et le bowling<sup>93</sup>. La musique est elle aussi religieusement connotée ; les protestants favorisent traditionnellement le

---

88 Life and Times Survey, 2010 : « If response to UNINATID is 'Unionist' or 'Nationalist' ... Would you call yourself a very strong Unionist/Nationalist, fairly strong, or not very strong? »

89 Thomas Lindemann, *Causes of War : the struggle for recognition*, ECPR, Septembre 2010, 176 pages

90 Mary J. Collier, « Negotiating Identity Positions and Intercultural Relationships: Summary Discourses from two Northern Ireland Inter-community groups », *Negotiation and Conflict Management Research*, Vol. 2 (2009), pp. 285-306

91 Miles Hewstone, Ed Cairns, Alberto Voci, Jürgen Hamberger, Ulrike Niens, « Intergroup Contact, Forgiveness, and Experience of "The Troubles" in Northern Ireland », *Journal of Social Issues*, Vol. 62, n°1 (2006), pp.

92 Féron, page 139

93 Shirlow, page 116



tambour, tandis que les catholiques jouent de la harpe ou du violon gaélique. Les danses sont de même différentes selon que l'on passe de l'un côté ou de l'autre de la barrière communautaire. Ces rituels sont théâtralisés lors des grands rassemblements communautaires que constituent les parades, parfois associés à des célébrations religieuses dont est exclu « l'autre » (par exemple, célébrations de la vierge Marie du côté catholique) et qui permettent de réaffirmer les identités communautaires.

Les études menées auprès de jeunes nord-irlandais révèlent ainsi une capacité étonnante, à un âge précoce, à « catégoriser » les individus d'après leur appartenance religieuse en fonction d'un certain nombre de marqueurs sociaux, tel que le nom, le quartier de résidence, les activités pratiquées, voire même l'habillement<sup>94</sup>. L'appartenance à une communauté se traduit donc non seulement par des loyautés, mais aussi par le ralliement à des normes de comportement attendues. Ainsi, la ségrégation inter-communautaire s'étend donc aussi sur le plan des représentations mentales et symboliques. Pour Féron, « les cérémonies permettent à chaque communauté de se différencier de l'autre, d'institutionnaliser le clivage communautaire, puisque chacun possède son propre calendrier, sa propre organisation temporelle : nationalistes et unionistes vivent dans des mondes séparés, dans des *espaces-temps* qui leur sont spécifiques, ce qui non seulement renforce la cohésion communautaire, mais évite également certains amalgames qui pourraient mettre en danger l'étanchéité des frontières communautaires. De cette manière, plus les cérémonies et rituels sont exclusifs et étrangers à la culture de l'autre, plus ils sont valorisés et mis en avant, ce qui finit par constituer une sorte de cercle vicieux d'exclusion imaginaire qui s'autonourrit »<sup>95</sup>. Ce besoin de célébrer et de commémorer met ainsi en exergue les dynamiques psychologiques du conflit qui se mêlent d'enjeux symboliques qu'il importe de comprendre.

### *Représentations communautaires et désir de reconnaissance dans le processus de paix*

L'origine des « troubles » s'explique en partie par le déni mutuel de reconnaissance dont ont souffert les deux communautés. En refusant de reconnaître la domination anglaise sur la province et en rejetant le concept même d'Irlande du Nord au profit du qualificatif de « six comtés », la minorité nationaliste a favorisé un repli sur soi de la communauté unioniste, qui se sentait menacée d'être coupée de ses racines et percevait les nationalistes uniquement comme une menace contre laquelle ils étaient contraints de lutter. Cette perception a été renforcée par l'attitude ambiguë, en particulier au début du conflit, de la République d'Irlande, qui a offert un soutien indéfectible (quoique jugé insuffisant) aux nationalistes du Nord à travers la rhétorique de son dirigeant historique, Eamon de Valera<sup>96</sup>. En outre, les piètres relations entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, ainsi que les rumeurs de mauvais traitements que subiraient les minorités protestantes dans le Sud ont contribué à braquer l'opinion unioniste quant à la perspective d'une Irlande réunifiée. Cette dynamique, au niveau symbolique, s'illustre en particulier à travers la Constitution irlandaise, adoptée en 1937, qui proclamait l'entière de l'île comme « territoire national » de la République (article 2) et annonçait la « réintégration » prochaine du territoire national (article 3)<sup>97</sup>, qui a été refondue en des termes beaucoup plus accommodants (proclamant le droit à la nationalité irlandaise pour tout habitant de l'île, qui se traduit concrètement par la possibilité d'acquiescer un passeport irlandais aussi bien que britannique pour les habitants du Nord de l'île<sup>98</sup>) à l'occasion des accords de Belfast ; l'introduction du principe du consentement majoritaire comme préalable à la réunification a certainement contribué à assagir les craintes d'unionistes inquiets

---

94 Karen Trew, "Children and Socio-Cultural Divisions in Northern Ireland", *Journal of Social Issues*, Vol. 60 n°3 (2004), pp. 507-522

95 Féron, page 141

96 Hennessey (voir supra)

97 Paul Bew, "Chapter 4: Myths of consociationalism: From Good Friday to political impasse" in Cox et al., pp. 56-69

98 Brice Dickson, « New beginnings? Policing and human rights after the conflict », in Cox et al., pp. 170-186

de perdre le contrôle du processus de paix (et qui oublie aussi que la réunification est loin d'être souhaitée par l'ensemble des catholiques de la province). En parallèle, les nationalistes ont développé un sentiment d'oppression culturelle et politique qui doit beaucoup à l'héritage colonial de l'île, dont les unionistes se sont longtemps targués. Ce sentiment est renforcé par l'omniprésence de symboles de la monarchie britannique ; l'obligation de prêter serment au monarque britannique, par exemple, explique la non-investiture des premiers élus nationalistes à Westminster<sup>99</sup>. Symboles de la fragilité du parlementarisme nord-irlandais, ces symboles sont récemment venus à nouveau perturber le fonctionnement du parlement de Stormont ; ainsi, la « querelle des fleurs de lys », en avril 2001, a conduit au rappel d'urgence des députés provinciaux pour débattre de la pose d'un vase de fleurs de lys dans le hall du parlement. Symbole de l'insurrection irlandaise de 1916, ces fleurs commémoraient aussi la tradition républicaine du « peuple en arme », au grand dam de loyalistes outrés y voyant une insulte à la « britannité » de la province. Le parlementaire (DUP) Jim Wells s'insurgeait ainsi : « pour la première fois dans l'histoire du Royaume-Uni, un bâtiment gouvernemental va être utilisé pour afficher des symboles qui commémorent les terroristes de l'IRA »<sup>100</sup>. Quelques mois plus tôt, un débat virulent sur le drapeau britannique avait amené les nationalistes à réclamer qu'un drapeau irlandais soit hissé de concert.

Les transformations institutionnelles entreprises depuis les accords et qui visent à réconcilier les catholiques avec l'État à travers une attention particulière aux questions d'estime et de statut s'inscrivent dans la même dynamique<sup>101</sup>. En particulier, la réforme de la police royale (la RUC), fortement suggérée par le rapport Patten en 1999, a finalement été entreprise en janvier 2001 ; les nouvelles forces de sécurité, qui ont changé d'uniforme et de nom (désormais PSNI), ont supprimé les références les plus « choquantes » à la monarchie britannique, en particulier en changeant leur emblème. En outre, la reconnaissance des maladresses commises pendant la gestion des troubles ainsi que des collusions avérées avec certaines franges des paramilitaires loyalistes ont restauré en partie une certaine confiance envers les forces de sécurité chez les nationalistes. A ceci s'ajoutent en outre des modules de formations aux questions des droits de l'homme (qui s'inscrivent aussi dans l'adoption en 1998 du *Human Rights Act* par le gouvernement britannique) et enfin une transformation de la politique de recrutement, qui vise à progressivement augmenter, à travers l'instauration de quotas, la composition « ethnique » des effectifs, jusque là composés à moins de 10% de catholiques<sup>102</sup>. Ces transformations, en outre, ont contribué à limiter la pertinence des groupes paramilitaires aux yeux des nationalistes, étant donnée que la protection des populations catholiques pouvait désormais être assurée par ces forces de police. Cependant, cette réforme a aussi été présentée par les dirigeants nationalistes comme une « victoire symbolique » sur leurs homologues protestants

Ces débats traduisent aussi bien la logique de rapport de force qui continue d'animer les deux communautés que l'instabilité identitaire dont elles souffrent. La lutte armée abandonnée, nombre de politiciens doivent garder leur image de « combattants » intacte auprès de leurs électeurs. La médiatisation de querelles symboliques et les gains ou pertes qui en découlent sont l'occasion pour eux de réaffirmer leur loyauté à leur communauté et de « valider » l'opportunité du processus de paix auquel ils se sont engagés. Ainsi, la satisfaction globale des nationalistes à l'égard du processus s'explique en grande partie par les victoires symboliques qu'ils ont remportées depuis le cessez-le-feu

---

99 Hennessey (voir supra)

100 McCall, « Chapter 20 : From long war to “war of the lilies: territorial compromise and the return of cultural politics” », in Cox et al., pp. 302-316

101 Roger Mac Ginty, Pierre du Toit, « A Disparity of Esteem: Relative Group Status in Northern Ireland after the Belfast Agreement », *Political Psychology*, Vol. 28 n°1, 2007, pp. 13-31 ; cependant, les auteurs soulignent aussi que paradoxalement, cette attention a aussi relancé la « compétition pour le statut » entre les deux communautés.

102 Darby (voir supra)

de 1998. Au contraire, le désenchantement des unionistes tient beaucoup en ce qu'ils perçoivent leur île comme leur « échappant » et voient les symboles de leur britannité progressivement éliminés. Couplé au désintérêt croissant de Londres à leur égard, ce sentiment les renforce dans leur obsidionalité et leur ralliement à des politiciens plus « durs » qui tentent de maintenir la suprématie de leur communauté, traduit par la percée électorale, depuis la signature des accords de paix, du DUP, autrefois minoritaire et qui détient désormais 38 des 55 sièges « unionistes » à Stormont<sup>103</sup>. Il ne faut en effet pas sous-estimer l'ampleur des compromis consentis par les loyalistes pour parvenir aux accords de paix. La montée au pouvoir d'un ancien « terroriste », Gerry Adams revêt pour certaines familles protestantes une forte charge émotionnelle. De plus, le rôle accru de l'Irlande dans la vie politique de la province (à travers un conseil des ministres et un « Conseil de l'Irlande », qu'ont traduit les visites intensives de la présidente irlandaise, Mary McAleese, dans la province<sup>104</sup>. Intégrer l'Irlande au processus de paix, mais surtout y organiser un référendum décidant de l'avenir de la province, est en effet une décision politique symbolique et qui vient remettre en cause la souveraineté britannique sur le territoire. De même, la politique des excuses qu'a menée le gouvernement britannique, symbolisée en particulier par les excuses officielles formulées par Tony Blair au peuple irlandais<sup>105</sup>, a agacé ceux qui considèrent qu'elle devrait appeler en retour des excuses de la part des anciens paramilitaires irlandais, responsables de la majorité des morts du conflit qui n'ont pas encore eu lieu, d'autant plus que les demandes d'enquêtes rétrospectives, telle que celle qui a récemment été remise sur les événements du « *Bloody Sunday* » et admet la faute du gouvernement britannique, se sont multipliées sous le chapeau de la Commission d'Enquêtes Historiques<sup>106</sup>. Enfin, la réforme des institutions nord-irlandaises, si elle a globalement contribué à renforcer la confiance des catholiques dans l'État, a aussi renforcé l'aliénation des unionistes, frustrés par la disparition de nouveaux symboles de leur britannité.

Le désir de reconstruire une identité « Ulstérienne » traduit ce mal-être unioniste devant la tournure du processus de paix. Souffrant historiquement de leur manque de légitimité perçue<sup>107</sup>, mais aussi, plus récemment, du désintérêt britannique, la communauté tente de se redéfinir à travers une identité alternative qui vienne concurrencer celle de la minorité catholique, largement reconnue. C'est dans cette dynamique que s'inscrit le projet « Ullan », né il y a quelques années du désir d'offrir aux protestants/unionistes une identité ulstérienne qui ne soit pas irlandaise<sup>108</sup>. Les Ullans, ou Écossais d'Ulster, sont les premiers colons écossais et protestants de la province dont la culture et la langue, que beaucoup qualifient de simple patois de l'anglais, ont été récemment exhumées par des historiens protestants et reconnues lors des négociations qui ont mené au processus de paix. Ce « dialecte » s'inscrit désormais aux côtés du gaélique dans les langues proposées aux jeunes nord-irlandais. De même, plusieurs organisations unionistes, dont certaines sont maintenues par le gouvernement provincial au nom de la diversité culturelle et de la « parité d'estime » avancées à l'occasion des accords de paix, visent à défendre le patrimoine culturel « Ullan », tel que le Conseil de l'Héritage des Écossais d'Ulster, que préside le député DUP Nelson McCausland. Ainsi, face à la crise d'identité vécue par la communauté protestante, ce projet leur offre une nouvelle identité qui est cependant distinctement communautaire. Au-delà de l'expression louable de la diversité culturelle de la province qu'il représente, ce projet témoigne néanmoins des efforts des unionistes pour se redéfinir et justifier leur statut dans la province. Le désir de regagner un statut menacé transparaît pareillement dans le travail

---

103 Northern Ireland Assembly, 2011 (consulté pour la dernière fois le 27 juin 2011)

104 Patrice Dougan, Josh Craig, « Irish President Mary McAleese visits embattled east Belfast », *Belfast Telegraph*, 29 juin 2011

105 McGrattan (voir supra)

106 Commission for Victims and Survivors, « Dealing with the Past », Juin 2010 (46 pages)

107 Peatling, « Sources of unionism's lack of legitimacy », pp.161-166

108 Carolyn Gallagher, *After the Peace: Loyalist paramilitaries in post-agreement Northern Ireland*, Cornell University Press, 2007, 248 pages

« d'historiens » tels que l'ancien parlementaire Ian Adamson, qui a gagné une large exposition médiatique sinon la reconnaissance de la communauté académique à travers sa recherche sur les « Cruthin ». Ce peuple, allègue-t-il, qui serait l'ancêtre des futurs colons écossais, aurait été chassé de l'île par les tribus celtes venues d'Europe centrale vers -300 ; si l'absence de tout élément archéologique pour corroborer les thèses d'Adamson rend son travail peu crédible, il reflète néanmoins le besoin de « concurrencer » l'histoire gaélique et d'offrir des racines à la présence protestante dans la province, qui traduisent le besoin de reconnaissance éprouvé par la communauté.

### **Conclusion : la paix sans réconciliation ?**

Dans un contexte de fortes transformations institutionnelles et idéologiques, les identités des communautés unionistes et nationalistes sont en re-négociation constante. Le processus de paix, au sens large, a favorisé l'abandon du recours à la violence comme moyen d'expression légitime grâce aux changements institutionnels, mais aussi perceptuels qu'il a entraîné. Après des débuts délicats liés aux doutes quant à la démilitarisation des principaux groupes paramilitaires, il semble que les nouvelles institutions irlandaises, plus égalitaires, fournissent effectivement à la province une stabilité qu'elle n'a pas connue depuis longtemps. Les résultats des différentes enquêtes menées auprès de la population de la province montrent un certain optimisme quant à l'amélioration des relations inter-communautaires<sup>109</sup> et la volonté générale de sortir du cycle de la violence. Le climat de peur propice à la propagation de la violence a, d'après de nombreux observateurs, largement perdu en intensité, bien que la confiance entre les communautés soit encore loin d'être rétablie. Cependant, ce dernier a aussi renforcé des dynamiques de retranchement communautaire qui interrogent sur l'avenir à long terme de la province. La politique est ainsi encore largement pensée en termes communautaires : en 2010, 53% des protestants interrogés (contre 46% de catholiques) lors de la Life and Times Survey étaient « d'accord » ou « fortement en accord » avec la proposition selon laquelle les politiciens devaient avant tout défendre la communauté d'où ils venaient<sup>110</sup>. L'esprit de clocher entretenu par le renforcement des solidarités communautaires et la multiplication des manifestations identitaires au lendemain des accords de paix n'est pas favorable à la propagation d'une véritable culture de la paix dans la province. De plus, le processus de paix a nécessairement entraîné des déceptions et un certain cynisme chez les habitants de la province. La distance apparente entre ses promesses et la réalité de la vie quotidienne, qui reste affectée par la violence, trouve en partie son origine dans « l'ambiguïté constructive » qu'ont voulue les architectes du processus de paix et qui amène chaque communauté à avoir une interprétation différente des accords de paix<sup>111</sup>. Frustrée par cette désillusion, une partie croissante de la population s'est ralliée aux partis « durs », dont le succès électoral témoigne des incertitudes demeurant sur le processus de paix. Plus inquiétante, le passé est utilisé plus qu'il n'est travaillé, en particulier à travers la compétition pour le statut de « victime ». Ainsi la société irlandaise reste-t-elle profondément affectée par l'héritage de trente années de violence et une « ségrégation mentale » qu'il n'est pas facile de déconstruire. Si une reprise des combats semble peu plausible à l'heure actuelle, il semble donc nécessaire, comme nous y invite Guy Hermet, de « détribaliser » les esprits pour construire une paix durable en Irlande du Nord.

---

109 Paul Devine, Grainne Kelly and Gillian Robinson, "An Age of Change? Community Relations in Northern Ireland", Economic & Social Research Council, Research Update, n°72 (Janvier 2011) ; le gouvernement de la province a fait de l'amélioration des relations inter-communautaires une de ses priorités, à travers notamment l'établissement, en 1990, du *Community Relation Council*. Pour plus d'informations, voir Joanne Hughes, "Peace, reconciliation and a *shared future*: a policy shift or more of the same?", *Community Development Journal*, Vol. 44 n°1 (Janvier 2009), pp. 22-37

110 Life and Times Survey, 2010, Political Attitudes : "It is the job of our politicians to fight the corner for the community that they come from"

111 Jonathan Tonge, Peter Shirlow, James McAuley, "So Why Did the Guns Fall Silent? How Interplay, not Stalemate, Explains the Northern Ireland Peace Process", *Irish Political Studies*, Vol. 26 n°1 (2006), pp. 1-18

## Bibliographie

- Begoña Aretxaga, « 2 – Catholic West Belfast: A Sense of Place », pp. 24-53 in Aretxaga, Shattering Silence: Women, Nationalism, and Political Subjectivity in Northern Ireland, Princeton University Press, 1997, 208 pages.
- Brian Barton, Patrick J. Roche (éditeurs), The Northern Ireland question : the peace process and the Belfast Agreement, Palgrave Macmillan, 2009, 288 pages
- Donald M. Beaudette, Andrew Kirkpatrick, “Group Threat in Northern Ireland: Examining Vote Shares for Radical Parties”, American Political Science Association, Août 2008 (28 pages)
- Ed Cairns, Ulrike Niens, “Conflict, Contact and Education in Northern Ireland”, *Theory into Practice*, Vol. 44 n°4 (Automne 2005), pp. 337-344
- Mary J. Collier, “Negotiating Identity Positions and Intercultural Relationships: Summary Discourses from two Northern Ireland Inter-community groups”, *Negotiation and Conflict Management Research*, Vol. 2 (2009), pp. 285-306
- Commission for Victims and Survivors, “Dealing with the Past”, Juin 2010 (46 pages)
- Michael Cox, Adrian Guelke, Fiona Stephen (éditeurs), Northern Ireland: a farewell to arms? Beyond the Good Friday Agreement. Manchester University Press, 2006, 624 pages
- John Crowley, “La pacification politique en Irlande du Nord”, *Critique Internationale*, n°1, Automne 1998, pp. 35-42
- William B.J. Cunningham, “Violent Conflict in Northern Ireland: Complex Life at the Edge of Chaos”, National Conference on Peacemaking and Conflict Resolution, Juin 2001 (39 pages)
- John Darby, Scorpions in a bottle : conflicting cultures in Northern Ireland, Minority Rights Group, 1997, 242 pages
- Paul Devine, Gráinne Kelly and Gillian Robinson, “An Age of Change? Community Relations in Northern Ireland”, Economic & Social Research Council, Research Update, n°72 (Janvier 2011)
- Paul Dixon, “Performing the Northern Ireland Peace Process on the World Stage”, *Political Science Quarterly*, Vol. 121, n°1 (Novembre 2006), pp. 61-91
- Paul Dixon, Gladys Ganiel, “Religion, Pragmatic Fundamentalism and the Transformation of the Northern Ireland Conflict”, *Journal of Peace Research*, Vol. 45 (2008), pp. 419-436
- Elise Féron, “Irlande du Nord : une réconciliation incertaine”, *Cultures & Conflits*, n°40 (2000), 14 pages (en ligne)
- Elise Féron, Abandonner la violence ? Comment l'Irlande du Nord sort du conflit, Payot, 2011, 224 pages
- Joanne Hughes, “Peace, reconciliation and a *shared future*: a policy shift or more of the same?”, *Community Development Journal*, Vol. 44 n°1 (Janvier 2009), pp. 22-37
- Carolyn Gallagher, After the Peace: Loyalist paramilitaries in post-agreement Northern Ireland, Cornell University Press, 2007, 248 pages
- Peter Geoghegan, “Multiculturalism and Sectarianism in Post-Agreement Northern Ireland”, *Scottish Geographical Journal*, Vol. 124, n°2-3 (Juin-Septembre 2008), pp. 185-191
- Thomas Hennessey, A history of Northern Ireland, 1920-1996, Palgrave Macmillan, 1997, 347 pages
- Jason Klocek, “A Politics of Forgiveness for Intractable Conflicts: The Role of Middle-Range, Religious Peacemakers in the Northern Ireland Conflict”, *Quest*, Vol. 7, pp. 54-75
- Miles Hewstone, Ed Cairns, Alberto Voci, Jürgen Hamberger, Ulrike Niens, « Intergroup Contact, Forgiveness, and Experience of “The Troubles” in Northern Ireland », *Journal of Social Issues*, Vol. 62, n°1 (2006), pp. 99-120
- Thomas Lindemann, “Peace Through Recognition. An Interactionist Interpretation of International Crises”, *International Political Psychology*, Vol. 5 n°1 (2011), pp. 68-86
- Thomas Lindemann, Causes of War : the struggle for recognition, ECPR, Septembre 2010, 176 pages
- John E. Mack, “The passions of nationalism and beyond, Identity and power in international relationships” in Steven T. Ablon, Daniel Brown, Edward J. Khantzian, John E. Mack, Human Feelings, Explorations in affect development and meaning, The Analytic Press, 1993, pp. 333-354
- Roger Mac Ginty, Orla T. Muldoon, Neil Ferguson, « No war, no peace: Northern Ireland after the Agreement », *Political Psychology*, Vol. 28 n°1, 2007, pp. 1-11

- Roger Mac Ginty, Pierre du Toit, « A Disparity of Esteem: Relative Group Status in Northern Ireland after the Belfast Agreement », *Political Psychology*, Vol. 28 n°1, 2007, pp. 13-31
- Cathal McCall, Identity in Northern Ireland : communities, politics, and change, Palgrave Macmillan, 1999, 248 pages
- Cillian McGrattan, Northern Ireland 1968-2008, The politics of entrenchment, Palgrave Macmillan, 2010, 248 pages
- Katrina McLaughlin, Karen Trew, Orla T. Muldoon, “Religion, Ethnicity and Group Identity : Irish Adolescents Views”, *Nationalism and Ethnic Politics*, Vol. 12 (2006), pp. 599-616
- Greg McLaughlin, Stephen Baker, The propaganda of peace: the role of media and culture in the Northern Ireland Peace Process, Intellect Books, 2010, 108 pages
- Claire Mitchell, « The Limits of Legitimacy: Former Loyalist Combatants and Peace-Building in Northern Ireland », *Irish Political Studies*, Vol. 23 n°1 (2008), pp. 1-19
- Orla T. Muldoon, Katharina Schmid, Ciara Downes, “Political Violence and Psychological Well-Being: the Role of Social Identity”, *Applied Psychology*, Vol. 58 n°1 (2009), pp. 129-145
- Orla T. Muldoon, Karen Trew, Jennifer Todd, Nathalie Rougier, Katrina McLaughlin, “Religious and National Identity after the Belfast Good Friday Agreement”, *Political Psychology*, Vol. 28 n°1 (Février 2007), pp. 89-103
- Peter R. Neumann, “Negotiating with Terrorists” *Foreign Affairs*, Vol. 86, n°1 (Janvier-Février 2007), pp. 128-138
- Gary.K Peatling, The failure of the Northern Ireland peace process, Irish Academic Press Ltd, 2004, 292 pages
- Bill Rolston, « “The Brothers on the Walls” International Solidarity and Irish Political Murals », *Journal of Black Studies*, Vol. 39 n°3 (2009), pp. 446-470
- Peter Shirlow, Brendan Murtagh, Belfast : segregation, violence and the city, Pluto Press, 2006, 216 pages
- Henri Tajfel, John Turner, “Chapter 3: An Integrative Theory of Inter-group Conflict” in Differentiation between social groups: Studies in the social psychology of intergroup relations, 474p., 1978
- Jon Tonge, “Protestant Zealotry or Unionist Apathy? The impact of election turnout upon the peace and political process in Northern Ireland”, American Political Science Association, 2009
- Jonathan Tonge, Peter Shirlow, James McAuley, “So Why Did the Guns Fall Silent? How Interplay, not Stalemate, Explains the Northern Ireland Peace Process”, *Irish Political Studies*, Vol. 26 n°1 (2006), pp. 1-18
- Karen Trew, “Children and Socio-Cultural Divisions in Northern Ireland”, *Journal of Social Issues*, Vol. 60 n°3 (2004), pp. 507-522
- Vamik D. Volkan, “Ethnicity and Nationalism: A Psychoanalytic Perspective”, *Applied Psychology*, Vol. 47 n°1 (1998), pp. 45-57
- Kristen P. Williams, Neal G. Jesse, “Resolving Nationalist Conflicts: Promoting Overlapping Identities and Pooling Sovereignty – The 1998 Northern Irish Peace Agreement”, *Political Psychology*, Vol. 22 n°3 (2001), pp. 571-598